Le grand retour du Parlement

Publication : lundi 8 août 2022 12:04

Le Monde, 8 août 2022

Le grand retour du Parlement

RÉCIT

Dans un contexte de majorité relative pour le camp présidentiel, les sept semaines de débats, souvent intenses, parfois électriques, à l'Assemblée nationale et au Sénat, ont redessiné les équilibres politiques

A l'Assemblée nationale, les sessions extraordinaires permettent souvent bien leur nom. Jeudi 4 août, les députés se précipitaient, bagages sous le bras, pour regagner leurs circonscriptions. Le président de la République, Emmanuel Macron, venait de signer le décret de dissolution. Palais-Bourbon oblige, chaque groupe a tenté de se frayer un chemin dans cette Assemblée aux équilibres fragiles, conséquence des législatives des 12 et 19 juin.

Pas de majorité absolue pour Emmanuel Macron. Quatre-vingt-neuf députés d'extrême droite. Une union de la gauche sensationnelle. La droite républicaine encore débout. Tout cela, mais pas de majorité. Le président Yaël Braun-Pivet, l'institution est *« plus que jamais représentative des Français et, en conséquence, des fractures de la société, des clivages politiques et idéologiques »*. Première femme élue à ce poste, l'ancienne présidente de la commission des lois de l'Assemblée est l'un des symboles de ce nouveau rapport de force entre le Parlement et l'exécutif, elle qui a tant de fois tenté de s'opposer à Emmanuel Macron.

Sonnée par la perte de la majorité absolue au lendemain des élections – le groupe compte 250 députés, certains d'un camp présidentiel se préparant à vivre une crise politique d'ampleur. Un mois et demi plus tard, ils sont parvenus à s'accommoder de l'adversité. *« Les textes de lois sont adoptés, les conventions mixtes paritaires (CMP) sont un succès, les lois de finances rectificatives et les rapports sont un sort dans une Assemblée qui est en mais de prendre toute sa place »*, se réjouit Mme Braun-Pivet.

« APPEL AUX ÉMOTIONS »

Si la coalition présidentielle se vante d'avoir fait adopter un tiers principaux projets de loi à l'ordre du jour – sur le Covid-19, et le pouvoir d'achat, par exemple – et de nombreux amendements, les jours et les nuits de débats pour parvenir au résultat escompté ont fait douter plus d'une fois dans la majorité. *« On a peur être dit sur ou pensant que ça passerait beaucoup plus facilement »*, admet le président des députés MoDem, Jean-Paul Mattei (Pyrénées-Atlantiques), qui a vécu ces dernières semaines comme *« un mauvais rêve »*.

Le président du groupe Renaissance, Stéphane Séjourné, est lui à démonstration qu'elles pourraient mettre en mémoire les plus macronistes. Le premier avertissement est survenu lors de l'examen à l'Assemblée nationale du projet de loi sur le Covid-19. Le rejet de son article 1, le 19 juillet, a suffi à faire trembler l'exécutif. *« L'heure est grave »*, avait alerté, au milieu de la nuit, la première ministre, Elisabeth Borne. Le lendemain, le chef de l'Etat, tout surprenant, quelques heures plus tard, le président de la République Emmanuel Macron lors de son interview du 14 juillet, avait d'accuser *« une alliance honteuse »* entre la Rassemblement national (RN), Les Républicains (LR) et la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes). Pourtant, ce soir-là, il s'efforcent les conditions de la nouvelle donne politique à l'Assemblée nationale. Pas de coalition gouvernementale, encore moins de majorité, mais des textes de loi issus de discussion exigeante sur chaque amendement, chaque article.

Au Palais-Bourbon, où les deux axes de pandémie et les lois votées au nom de l'urgence ont fini par abîmer l'exercice parlementaire, cette imprévisibilité redonne du souffle aux oppositions et contraint la majorité à déployer beaucoup d'énergie pour sauver des textes. Le vote, le 19 juillet, de la loi de finances rectificative, selon la présence dans l'hémicycle, de les huitos, estime le président « innocents » de la commission des finances, Eric Coquerel. *Une majorité aussi petite ne tiendra pas sur des débats aussi longs*, « Une stratégie de l'hyper-présence également employée par le RN.

Au fil de la session estivale, les députés macronistes ont dû faire preuve d'une grande agilité. Les débats en commission ou dans l'hémicycle. *« Ou la majorité résiste, ou elle s'habituer à perdre. Ce n'est pas la fin du monde »*, déclare le député Renaissance des Français établis hors de France Marc Ferracci.

Si une dynamique est sans estimée par les élus de Ma République en marche, c'est bien la longue des débats dans l'hémicycle et les attaques parfois virulentes du RN et de la Nupes. *« Ils ai problème qui est de faire voter des textes tout en gagnant un combat contre la démagogie, le dogmatisme »*, assure M. Ferracci, les opposition font appel aux émotions, donc on essaie de leur répondre, de leur faire comprendre, *« Ce constat et ce ressentiment que le ressentiment d'avoir appréciés « les débats riches sur des sujets structurants, comme sur le "pouvoir d'achat" et la hausse des salaires »*.

Après cinq ans passés à ignorer les critiques des oppositions, la tentation est grande aujourd'hui dans les rangs de la majorité de monder coup pour coup. Mais comment reprendre la main face à la Nupes ? Le président d'un député, chargé dénoncer d'un ministre pour à tout moment faire vacciler une séance.

La majorité est à fait les fruits cette nuit du 21 juillet où les parlementaires s'acharnaient contre Bruno Le Maire et les deux LR, lors de finances rectificative. L'annonce du ministre de l'économie, Bruno Le Maire, à l'ouverture du matin, d'une seconde délibération sur le pouvoir d'achat, mardi 19 juillet, a suscité contre l'avis du gouvernement, pour revaloriser les pensions de retraite, à provoqué la colère de la Nupes et le départ de l'Hémicycle du RN. Une nouvelle fois, la majorité a pu compter sur le soutien des suffrages LR pour remporter cette seconde délibération et faire adopter le texte. *« C'est la sœur des Républicains comme parti d'opposition »*, fustige alors le RN Jean-Philippe Tanguy, sur Cnews à destination des LR, interrogeant.

Certains élevent aux réfléchissent à s'organiser à l'intérieur du groupe mené par la députée des Yvelines Aurore Bergé, pour influer sur les réformes – *une réouverture depuis cinq ans. « Il y a tous jours eu un problème de structuration chez les macronistes issus de la gauche pour assumer un rapport de force. Ils l'assument toujours par rapport à la droite, mais pas vis-à-vis de la droite quand la tension sur les superpositions des modifications*, mesure à laquelle une partie des députés Renaissance était favorable avant d'y renoncer sous la pression de Bercy.

LE RN CONTINUE SA MUE

Cette proposition, portée par la Nupes et rejetée par le gouvernement, démontre, pour les élus macronistes, que la gauche est toujours de droite qui est été privilégiée. *« Sur les négociations, il n'y a pas grand chose aujourd'hui »*, déplore la députée socialiste du Puy-de-Dôme Christine Pires Beaune. Il y a tous eu cet amendement des écologistes adopté par les macronistes sur la régulation des huiles de friture usagées utilisées comme carburant. L'auteur de cette proposition, le député du groupe Renaissance, Jean Luc Lemaire, a après par son initiative que ses amendements ont été adoptés. Le gouvernement quelques instants avant d'être adopté dans l'hémicycle. Il a finalement été balayé au tamis. *« C'est vrai qu'on a aujourd'hui plus de facilités à travailler avec les LR que les socialistes ou les écologistes. Il aligtion que ces derniers soient très aligné sur la France insoumise (LFI), ce qui ne facilite pas les compromis »*, juge le rapporteur général de la commission des finances.

Ce n'est difficile entre les deux mouvements et la Nupes a aussi conforté LFI, qui brigue le statut de premier opposant à la politique du gouvernement. Soulevant à la lettre le mot d'ordre lancé par Jean-Luc Mélenchon au début du groupe LR ou Sénat, Bruno Retailleau. Pour les élus de gauche, ce débat de quatre à permis une « clarification », à diffuse le « macronisme » et « Macron » et « macronisme ». *« Les macronistes ont fait un constat, LFI seulement gouverner, c'est à droite. Macron a été élu sur un programme de droite. Le débat est à droite. Il leur manque qu'députés, ils peuvent les jouaient chez LR »*, mêmes le président de groupe des députés socialistes, Boris Vallaud (Landes). Mais rien ne dit que cette alliance de circonstances survivra au projet de loi de finances rectificative à l'automne, la mère des batailles au Parlement. *« On vit pas fait vers réciprocité de fidélité et d'allégeance à la majorité »*, tient à souligner Véronique Louwagie.

Afin de mieux rappeler leur indépendance, les LR ont voté, mercredi 3 août, contre le projet de loi de règlement du budget 2021 sur les comptes de l'Etat. Par leur vote, ils ont permis son rejet très symbolique. Une première depuis 1815. *« Nous sommes entrés dans un nouveau cycle où le Parlement retrouve sa place, sa fonction, sa responsabilité »*, a dit le sénateur Bruno Retailleau. *Mais le seul risque est d'aviver à une situation où la justesse des positions de fond et leur clarté seraient obscurcies par des considérations tactiques, pour qu'il y ait des majorités, pour exercer »*.

L'exécutif a décidé de repousser la rentrée parlementaire – prévue le 3 octobre – pour tenter *« de nouvelle méthode »* de travail avec le Parlement. *« C'est à l'Assemblée que doivent se jouer les négociations*, insiste Marc Ferracci, *et l'exécutif a exprimé le souhaitant de trouver des majorités à bâtir à propos d'horreur »*. Emmanuel Macron, pour sauver l'adapter sans le dénature *« expliqua ce proche du chef de l'Etat, avant d'assurer : « L'Elysée nous fait confiance »*. Jusqu'à présent, ce sont les ministres influents, bien souvent issus de la droite, comme Bruno Le Maire, qui ont disparaître des discussions avec l'

Le président a tenté presque un certain malaise à l'intérieur et sur ses de la majorité. Sur le flanc droit, les députés Horizons ont ainsi pris goût au fait que les négociations sur le pouvoir d'achat se mènent principalement entre Bruno Le Maire et les deux LR. Les sociétaires d'Edouard Philippe *l'ont d'ailleurs fait savoir en votant avec les opposition* un amendement des socialistes sur la revalorisation des pensions de retraite contre l'avis du gouvernement, *pour revaloriser les pensions de retraite*, a provoqué la colère de la Nupes et le départ de l'Hémicycle du RN. Une nouvelle fois, la majorité a pu compter sur le soutien des suffrages LR pour remporter cette seconde délibération et faire adopter le texte. *« C'est la sœur des Républicains comme parti d'opposition »*, fustige alors le RN Jean-Philippe Tanguy, sur Cnews à destination des LR, interrogeant.

Certains élevent aux réfléchissent à s'organiser à l'intérieur du groupe mené par la députée des Yvelines Aurore Bergé, pour influer sur les réformes – *une réouverture depuis cinq ans. « Il y a tous jours eu un problème de structuration chez les macronistes issus de la gauche pour assumer un rapport de force. Ils l'assument toujours par rapport à la droite, mais pas vis-à-vis de la droite quand la tension sur les superpositions des modifications*, mesure à laquelle une partie des députés Renaissance était favorable avant d'y renoncer sous la pression de Bercy.

LE RN CONTINUE SA MUE

Cette proposition, portée par la Nupes et rejetée par le gouvernement, démontre, pour les élus macronistes, que la gauche est toujours de droite qui est été privilégiée. *« Sur les négociations, il n'y a pas grand chose aujourd'hui »*, déplore la députée socialiste du Puy-de-Dôme Christine Pires Beaune. Il y a tous eu cet amendement des écologistes adopté par les macronistes sur la régulation des huiles de friture usagées utilisées comme carburant. L'auteur de cette proposition, le député du groupe Renaissance, Jean Luc Lemaire, a après par son initiative que ses amendements ont été adoptés. Le gouvernement quelques instants avant d'être adopté dans l'hémicycle. Il a finalement été balayé au tamis. *« C'est vrai qu'on a aujourd'hui plus de facilités à travailler avec les LR que les socialistes ou les écologistes. Il aligtion que ces derniers soient très aligné sur la France insoumise (LFI), ce qui ne facilite pas les compromis »*, juge le rapporteur général de la commission des finances.

Ce n'est difficile entre les deux mouvements et la Nupes a aussi conforté LFI, qui brigue le statut de premier opposant à la politique du gouvernement. Soulevant à la lettre le mot d'ordre lancé par Jean-Luc Mélenchon au début du groupe LR ou Sénat, Bruno Retailleau. Pour les élus de gauche, ce débat de quatre à permis une « clarification », à diffuse le « macronisme » et « Macron » et « macronisme ». *« Les macronistes ont fait un constat, LFI seulement gouverner, c'est à droite. Macron a été élu sur un programme de droite. Le débat est à droite. Il leur manque qu'députés, ils peuvent les jouaient chez LR »*, mêmes le président de groupe des députés socialistes, Boris Vallaud (Landes). Mais rien ne dit que cette alliance de circonstances survivra au projet de loi de finances rectificative à l'automne, la mère des batailles au Parlement. *« On vit pas fait vers*

À L'ASSEMBLÉE, OÙ LA PANDÉMIE ET LES LOIS VOTÉES AU NOM DE L'URGENCE ONT FINI PAR ABÎMER L'EXERCICE PARLEMENTAIRE, CETTE IMPRÉVISIBILITÉ REDONNE DU SOUFFLE AUX OPPOSITIONS

A l'Assemblée nationale, ci-contre : la présidente du groupe Renaissance, Aurore Bergé, et le ministre de l'économie, Bruno Le Maire, le 5 juillet. A droite, de haut en bas : Marine Le Pen, le 19 juillet. Les députés LR Stéphane Séjourné et Gérard Araud, le 6 juillet. La députée LR, Annie Genevard et le président du groupe LR, Olivier Marleix, le 26 juillet.

ALAIN JOCARD
POUR LE MONDE

« On assiste à une "ré-idéologisation" des débats à l'Assemblée »

Le sociologue Etienne Ollion analyse ces premières semaines de discussions, qui marquent un tournant dans la recomposition politique

ENTRETIEN

L'Assemblée nationale est elle redevenue le théâtre de la vie politique française ? Imprévisibilité, brouillage des lignes idéologiques et tentatives de réinvention de l'image de marque des formations, le sociologue au CNRS Etienne Ollion, spécialiste de la vie parlementaire, a enquêté pendant des années à l'Assemblée pour ses travaux.

Après cette session extraordinaire, quels constats tirez-vous des débats qui se sont déroulés au Palais-Bourbon, dans ce contexte d'absence de majorité absolue pour Emmanuel Macron ?

On assiste clairement à une « ré-idéologisation » des débats à l'Assemblée nationale. Elle qu'il y a un retour de l'idéologie, ce ne veut pas dire qu'on parle de manière purement théorique ou déconnectée de la réalité. J'entends idéologie au sens de corpus d'idées constitué, établi. On l'a bien vu lors de débats pour savoir si la loi de finances allait être adoptée de sûrée pendant l'examen de la loi pouvoir d'achat, ou sur le rachat des RTT. À chaque fois, c'est une vision du travail, de la protection sociale, du rôle de l'Etat qui était en jeu.

Cela existait bien avant, mais ce qui m'a frappé, c'est qu'on a vu bien plus de lieux entre une mesure précise et ce que les parlementaires d'aucuns ou de l'autre considèrent être sa signification politique. C'est quelque chose qui avait moins cours depuis plusieurs décennies, et certainement pendant la précédente législature (2017-2022), où on faisait de la politique, mais on était plus en idées qu'en invoquant la « bonne sens » ou la raison technique.

Mais derrière la raison ou le pragmatisme, il y a toujours de la politique qui se joue, et ces interventions sont autant d'arguments d'autorité qui servent à clore le débat. On a encore entendu ces arguments de bon sens et de pragmatisme, mais ils sont concurrencés par des débats qui apparent cette raise en sens politique.

Comment cela affecte-t-il la qualité des débats ?

Cela en modifie la teneur, en effet. Si on se réfère à l'Assemblée nationale, on constate qu'on avait des prises de position en moyenne moins techniques, où on pouvait rapidement d'une question précise à un enjeu général – si c'était le Parti communiste français (PCF), du prix du diesel à la taxe des classes par exemple. Or depuis les années 1980, on avait pris l'habitude de critiquer ce type d'interventions qu'on jugeait plaquées, peu informées, voire de pure démagogie.

C'est vrai que cela a un côté moins précis, mais cela réinjecte de la politique dans les débats techniques, et cela clarifie les enjeux : on débat pour savoir qui gagne, qui perd au sore des mesures en discussion. C'est sûrement plus lisible pour ceux qui écoutent, et cela clarifie les enjeux et les conséquences. Cela a aussi pour conséquence de faire réapparaître le clivage gauche-droite que la majorité avait tenté de balayer.

On a aussi beaucoup évoqué la violence qui régnerait dans l'Hémicycle depuis le début de la législature. Quelle interaction qui permet de comprendre les rapports de force entre les différents groupes ?

Une remarque d'abord : l'Hémicycle est toujours étonnamment bruyant, surtout quand il est plein. Quiconque a assisté à une séance de questions au gouvernement, ou à des débats importants, est élevé, que les réponses fusent, qu'il y a de la tension. Je crois qu'il faut donc être prudent avec ce thème, d'autant plus que les débats de législatives sont des moments très particuliers où des dizaines d'observateurs qui ne connaissent pas l'Assemblée arrivent, et peuvent parfois se saisir d'un angle qui leur semble faire sens. En 2017, c'était les gaffes des services de la République en marche. En 2022, il se pourrait que « la *JAD » (notre les propos de Damien Le Peul* à l'Assemblée nationale avec les élus de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes) qui fassent l'actualité.

Par ailleurs, l'Assemblée n'a jamais été un lieu pacifié. Si on réduit les comptes-rendus des débats des « trente dernières », on serait choqué par le niveau d'animosité. Nouéliens pas qu'on a failli en venir aux mains plus d'une fois, et encore il y a moins de débats aux « trente dernières » que dans les commissions. Cela a aussi pour conséquence de faire réapparaître le clivage gauche-droite que la majorité avait tenté de balayer.

« IL FAUT ÊTRE PRUDENT SUR LE THÈME DE LA VIOLENCE DES ÉCHANGES, D'AUTANT PLUS QUE LES DÉBUTS DE LÉGISLATURE SONT DES MOMENTS TRÈS PARTICULIERS »

Au risque de se faire accuser par les autres groupes de n'être que dans la posture...

Je comprends l'argument, mais il faut tenir compte du contexte : tout n'est pas adéquat, car il disqualifie une pratique très politique. Dans les Parlements, on ne fait pas que travailler des textes de manière incrémentale. Le travail parlementaire, c'est rédiger des lois, mais c'est aussi prendre des positions, mobiliser des symboles. Dès lors, on aurait tort de ne pas considérer comme étant éminemment politiques les formes de protestation qui n'ont pas pour seul but de faire la loi. On se souvient beaucoup plus de Patrice Carvalho (*ex-député PCF de l'Oise*) qui arrive dans l'Hémicycle en bleu de travail en 1997 pour protester contre l'absence d'ouvriers chez les élus, que de toutes les interventions techniques pour défendre la moins-value.

Evidemment, quand on est dans la majorité, c'est extrêmement frustrant pure qu'on veut que le débat progresse, et ces prises de position sont vues comme artificielles. C'est d'autant plus vrai que les interventions en commission ou dans l'hémicycle sont bien plus fixes. Mais c'est oublier certaines causes de cette pratique. L'Etat corporatif des Parlements ne sortir qu'on investit bien plus cette fonction dite « rebuts-clerme » quand en est exclu du processus législatif. Cette stratégie n'est pas sans risque, toutefois : la multiplication de ces happenings, le spectacle permanent, peut aussi se retourner contre ceux qui l'organisent.

D'ailleurs, au vu des votes, les oppositions ont adopté des stratégies très différentes...

Oui, clairement. C'est déjà vrai au sein de la Nupes, où les élus des « trente dernières » ne semblent pas mandaté de manière décidée. C'est surtout très clair pour les deux autres principaux groupes d'opposition. Du côté du Rassemblement national (RN), sans s'interdire de faire claquer les pupitres ou de prendre part aux échanges musclés, la consigne est plutôt à la discrétion. Ils sont 89 à ne pas être présents, jouer le jeu parlementaire.

Du côté des Républicains, dont certains membres ne sont pas non plus les derniers à contribuer à l'ambiance électrique, on a plus joué la carte de la construction avec la majorité actuelle. Cela se voit sur le vote de la loi pouvoir d'achat les principaux opposants, les Républicains sont ceux qui ont voté le plus souvent avec la majorité, signe que les lois leur convenaient, ou moins pour partie. Le RN a approuvé une part substantielle des mesures, tout en s'opposant sur d'autres. Côté Nupes, même avec des variations entre groupes, on c'est surtout opposé.

Ces votes réservent bien la dynamique des débats. En commencant aussi l'aile selon laquelle « les extrêmes se rejoignent » *LFI et le RN* – une idée habitue en bitche par les tenueux de recherche mais constamment remise au goût du jour.

PROPOS RECUEILLIS PAR MM. DE ST. LA.

Phoca PDF